

GRÈCE ET ITALIE

La zone euro sous tension

Les ministres des Finances de la zone euro se sont réunis hier dans une atmosphère tendue du fait des incertitudes politiques et budgétaires en Grèce et en Italie, tandis qu'en parallèle la France se démène pour ne pas être la prochaine victime de la crise de la dette. La réunion de l'Eurogroupe tenue à Bruxelles sera suivie aujourd'hui matin par une rencontre des ministres des Finances de l'ensemble de l'Union européenne.

Ce rendez-vous devait au départ être d'ordre technique et régler notamment les modalités de renforcement du Fonds de secours de la zone euro aux pays en difficulté (FESF), un instrument essentiel dans la gestion de la crise de la dette.

La zone euro a décidé lors d'un sommet de ses dirigeants fin octobre de renforcer la capacité d'intervention de ce Fonds à 1 000 milliards d'euros, pour endiguer la contagion de la crise. Mais cette question, pourtant essentielle, risque d'être éclipsée par les développements politiques en Grèce notamment.

Après un week-end d'intenses tractations, les deux principaux partis politiques du pays sont parvenus dimanche soir à un accord politique pour former un gouvernement d'unité nationale, dont l'actuel Premier ministre socialiste Georges Papandréou serait exclu. La chancelière allemande Angela Merkel lui a exprimé son «respect».

La composition du gouvernement et le nom du successeur de M. Papandréou devraient être connus dans la journée.

Objectif affiché : mettre en œuvre le plan européen anti-crise décidé à Bruxelles, avant des élections anticipées prévues mi-février.

Ce deuxième plan d'aide au pays décidé le 27 octobre prévoit 100 milliards d'euros de prêts à la Grèce ainsi qu'un effacement

de 100 milliards d'euros de dette sur un total de 350 milliards d'euros. En échange, Athènes doit se soumettre à un strict plan de rigueur et accepter une quasi mise sous tutelle, synonyme de nombreux sacrifices pour ses citoyens.

Le pays entend commencer à négocier dès hier soir le versement d'un soutien de 80 milliards d'euros d'ici fin février, dans le cadre de cet accord. Mais après de nombreux coups de théâtre — dont l'annonce surprise d'un

référéndum finalement abandonné — la zone euro va exiger du futur gouvernement de coalition grec des engagements fermes sur les économies budgétaires promises avant tout nouveau prêt international, y compris le versement de 8 milliards d'euros tiré du premier plan de sauvetage. Or, sans le déblocage de cette somme vitale, la Grèce sera en cessation de paiement mi-décembre.

Autre urgence sur la table : la situation de l'Italie, la troisième économie de la zone euro désormais rattrapée par la crise de la dette.

Même si aucune discussion officielle n'est prévue sur le sujet, les ministres des Finances de la zone euro vont très probablement remettre la pression sur Rome, devenue à son tour la

proie des marchés qui sanctionnent une politique jugée laxiste. Lors du G20 à Cannes, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde a indiqué que le problème de l'Italie était son manque de crédibilité concernant ses mesures anti-déficit.

«On attend des Italiens qu'ils fassent suivre leurs paroles par des actes concrets», renchérit une source gouvernementale européenne, alors que se tient aujourd'hui un vote test pour le gouvernement Berlusconi.

Les députés italiens doivent se prononcer sur les finances publiques du pays mais ce vote servira surtout à mesurer le capital confiance dont dispose le chef du gouvernement Silvio Berlusconi, de plus en plus poussé vers la sortie.

L'aide de la Banque centrale européenne (BCE) par le biais d'achats d'obligations italiennes est «conditionnée» aux réformes promises par Silvio Berlusconi à l'UE, a rappelé dans le quotidien *La Stampa* le Luxembourgeois Yves Mersch, membre du conseil des gouverneurs de la BCE.

Préoccupé par la contagion de la crise de la dette, le gouvernement français a annoncé hier vouloir «économiser 100 milliards d'euros» et éliminer le déficit en 2016.

L'objectif de ce plan de rigueur est de permettre au pays de conserver sa note triple A, attribuée par les agences de notation et sésame pour emprunter à bas coût sur le marché de la dette.

Le gouvernement de coalition, recette pour l'éviction des Papandréou

Sans culture de consensus, la Grèce avait pourtant déjà réussi à réunir ses partis au sein d'une coalition gouvernementale, en 1989. Mais l'expérience ne fut pas concluante. Comme aujourd'hui, l'enjeu était d'écarter un Papandréou, père et prédécesseur de l'actuel Premier ministre sortant.

Juin 1989 : dans un climat délétère de fin de règne, le vieux fondateur charismatique du socialisme à la grecque, Andréas Papandréou, échoue à décrocher un troisième mandat, usé par des scandales financiers, une retentissante liaison extra-conjugale et une maladie cardiaque.

Mais pour réussir à l'écarter - provisoirement puisqu'il reviendra triomphalement en 1993 - ses rivaux devront conclure une alliance gouvernementale. D'abord contre lui, avec le compromis historique d'un bref cabinet droite-communiste, puis avec lui,

après un deuxième scrutin législatif qui échoue, en novembre 1989, à dégager une majorité.

Ce sera le cabinet dit «oecuménique» réunissant socialistes, conservateurs et communistes, sous la houlette de l'octogénaire Xénophon Zolotas, ancien gouverneur de la Banque de Grèce et partisan de la discipline budgétaire.

Aujourd'hui à nouveau, c'est un banquier et technocrate, l'ex-vice-gouverneur de la Banque centrale européenne Lucas Papademos, qui est pressenti pour diriger le gouvernement que se sont engagés à former dimanche la majorité socialiste de Georges Papandréou et l'opposition conservatrice d'Antonis Samaras, en échange de l'engagement du Premier ministre à céder son fauteuil. Minée par les tiraillements internes, l'équipe Zolotas ne durera que trois

mois, le temps que le chef de la droite, Constantin Mitsotakis, juge l'électorat prêt à lui confier le pouvoir. Ce sera fait en avril 1990, mais de justesse, et il devra jeter l'éponge en 1993.

Le quotidien socialiste *Ethnos* appelait hier les parties prenantes du nouvel accord à méditer cette expérience, leur alliance étant cette fois censée déboucher sur des avancées pour le pays qui a un besoin vital de convaincre ses partenaires et créanciers de sa crédibilité afin d'obtenir un versement d'argent frais de ses créanciers d'ici la mi-décembre.

D'emblée, la tâche s'annonce difficile, l'accord socialiste-conservateurs ayant aussi enclenché un compte à rebours électoral, à la demande de M. Samaras, qui réclamait un recours rapide aux urnes pour tourner la page Papandréou.

...

(3) Deux idéologies contradictoires s'affrontent pour résorber les déficits publics aux USA.

Du côté démocrates, il faut augmenter les impôts des plus riches, pour les républicains, il est nécessaire de diminuer substantiellement la dépense publique et notamment les programmes de l'aide sociale (santé et éducation).

(4) Il s'agit essentiellement des agences internationales de notation Standard & Poor's, Moody's et Fitch, qui ont le quasi-monopole du marché mondial de la profession et qui ont accordé la meilleure note (AAA), depuis plusieurs années 20, aux USA, ce qui leur permet d'emprunter sur les marchés financiers internationaux à des taux d'intérêts très avantageux.

Il ne faut pas perdre de vue que les institutions financières internationales, pour mobiliser des prêts avantageux, sont obligées, à leur tour, de proposer aux investisseurs des produits financiers émis par des emprunteurs notés triple A.

C'est donc une chaîne d'instruments financiers qui «s'auto-protège», les uns les autres, via des agences de notation interposées qui donnent des signes forts aux marchés financiers internationaux, dans une logique implacable où tous défauts de uns se répercutent sur les autres et réciproquement.

(5) Ce sont les CDS (Credit Default Swap) qui garantissent les placements

des investisseurs contre un défaut de remboursement d'un emprunteur.

(6) Il n'est pas inintéressant de faire le lien de la crise économique et financière internationale et la famine dans les pays de la Corne de l'Afrique actuellement, vu la volatilité des prix des produits alimentaires.

(7) En 1971, le président Nixon avait déconnecté le dollar de l'or, inaugurant une période de flottements généralisés des principales monnaies. Cette période a été le point de départ d'une prise de conscience européenne de la fragilité du dollar US (création de l'écu et du DTS comme actif de réserve internationale par les accords de la Jamaïque). En conséquence de quoi, toutes les devises fortes, de cette période, ont été réappréciées et le dollar US dévalué.

(8) Les pétromonarchies du Golfe sont entièrement dépendantes du dollar US compte tenu des montants faramineux qu'elles détiennent en réserves, ce qui éclaire, d'un jour nouveau, les relations qu'elles entretiennent avec les USA.

(9) De tout temps, la fragilité du dollar, comme monnaie refuge ou de réserve, a entraîné automatiquement une flambée des cours de l'or. Ce dernier a pulvérisé tous les records, puisque l'onçe d'or a atteint actuellement les 1 900 \$ US.

(10) Ce mouvement politique, qui s'étend en Occident se garde bien d'afficher des thèses protectionnistes mais, en

réalité, il propose d'interdire les délocalisations et prône la préférence à la production nationale, ce qui revient au même.

(11) Il s'agit du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine.

(12) Le droit de tirage spécial (DTS) n'est pas une monnaie à proprement parler mais un actif de réserve international, créé en 1969 par le FMI pour, disait-on, pallier «l'insuffisance de liquidité mondiale». Il est défini à 0,888 gramme d'or fin. Un panier de quatre monnaies le détermine le \$, la £, l'euro, le yen avec une pondération à septembre 2010 de : 41,9 % pour le dollar, 37,4 % pour l'euro, 11,3 % pour la £ et 9,4 pour le yen. En janvier 2011, 1 DTS équivalait à 1,564 \$ US.

(13) Le péché originel est d'avoir accepté l'entrée de pays dans la zone euro, alors qu'ils n'étaient visiblement pas éligibles puisque ne satisfaisant pas aux conditions prévues par les accords. Seule une surdétermination politique a prévalu à leur entrée. Pire encore, la Grèce s'est fait maquiller, voire falsifier ses comptes publics, par la banque Goldman-Sach, choisie comme évaluatrice, de manière à lui permettre de rejoindre la zone euro.

(14) L'euro, à sa création, a été fixé à 1,17 dollar US et il caracole aujourd'hui solidement à 1,34, après une période de fluctuations de cinq ans. Dès lors, on ne peut pas affirmer que l'euro est en danger, ce qui n'est pas le cas de certains pays de la zone euro.

(15) Cette institution est entièrement contrôlée par les USA avec un nombre de pouvoirs de vote de quelque 19 %, ce qui lui permet de bloquer toutes résolutions, au Conseil des gouverneurs, qui vont à l'encontre de ses intérêts stratégiques. Le directeur général uniquement est chargé de mettre en œuvre les décisions du Conseil.

(16) Il faut noter l'implication directe du FMI dans les accords de soutien aux pays européens en difficulté comme la Grèce et l'Irlande.

(17) Il est impératif que les pays à excédents de réserves s'impliquent dans le processus de règlement de la crise financière mondiale et notamment les BRIC.

(18) Les accords prévoient l'effacement de 100 milliards d'euros de dette entièrement pris en charge par les banques et un étalement du reste sur vingt ans avec versement de tranches d'aides des budgets européens et du FMI.

En contrepartie, la Grèce devra mettre en œuvre un programme drastique de coupes budgétaires en même temps qu'une augmentation substantielle des recettes par une fiscalité vorace, jusqu'en 2020.

(19) Une renégociation à terme de la dette grecque (100 autres milliards d'euros) contre un référendum qui consoliderait la zone euro (d'où le problème de la question posée) semble se dessiner.